1867

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

N° 80

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea e spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (franco ai confini)		» 52	27	15

FIRENZE, Giovedì 21 Marzo

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, e Germ.		» 112	60	35
Id. Rendiconti ufficiali del Parlamento	per il solo giornale senza i	» 82	41	24

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza d'oggi, 21 marzo 1867, sovra proposta del ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno e dopo deliberazione del Consiglio dei ministri, costituiva l'ufficio di presidenza del Senato del Regno per la prossima sessione, nominando *Presidente* il senatore

Conte Gabrio Casati

e *Vice-presidenti* i signori senatori commendatori:

Raffaele Cadorna,
Marchese Roberto D'Afflitto,
Celso Marzucchi,
Lodovico Pasini.

Il numero 3597 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla convenzione per la estradizione dei malfattori conchiusa tra l'Italia, la Svezia e la Norvegia e sottoscritta in Firenze addì 20 settembre 1866, le cui ratificazioni furono ivi scambiate il 2 novembre stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 17 febbraio 1867.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Una convenzione per la estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa tra l'Italia, la Svezia e la Norvegia, e sottoscritta dai rispettivi Plenipotenziari in Firenze addì venti del mese di settembre del corrente anno mille ottocento-sessantasei;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége ayant à cœur d'assurer la répression des crimes commis sur leurs territoires respectifs et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu d'un commun accord de conclure une convention d'extradition, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Chevalier Emile Visconti-Venosta, Grand Officier de son Ordre des Saints Maurice et Lazare et de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, Grand'Croix des Ordres de Léopold de Belgique, du Danebrog de Danemark et du Lion Néerlandais, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Médjidié de première classe, son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères; et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, le Sieur Charles Edouard Comte de Piper, Commandeur de son Ordre de l'Etoile Polaire et Chevalier de son Ordre de S. Olaf, Commandeur des Ordres des Saints Maurice et Lazare d'Italie, du Danebrog de Danemark et du Soleil et du Lion de Perse, Chevalier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Italie;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége s'engagent à se livrer réciproquement les individus, qui ayant été condamnés ou étant poursuivis pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2 ci-après, et commis sur le territoire de l'un des Etats contractants, se seront réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions suivantes aux lois pénales lorsqu'elles pourront être passibles, d'après la législation des Etats respectifs, de trois années de détention ou d'une peine plus forte:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré; prostitution ou corruption de mineurs par les parents, ou toute autre personne chargée de leur surveillance;

4° Enlèvement, recèlement, exposition ou suppression d'enfant, substitution d'un enfant à un autre;

5° Incendie;

6° Extorsion commise à l'aide de violence, rapine, vol qualifié, vol à main armée;

7° Contrefaçon ou altération de monnaies, introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie;

Contrefaçon de rentes ou obligations sur l'Etat, de billets de banque ou de tout autre effet public, introduction et usage de ces mêmes titres contrefaits;

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'Etat ou des administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits;

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce ou de banque, et usage d'écritures falsifiées;

8° Faux témoignage, subornation de témoins et d'experts, instigation et complicité dans ces crimes;

9° Soustractions commises par les officiers ou dépositaires publics, concussion, corruption de fonctionnaires publics;

10. Banqueroute frauduleuse et participation à une banqueroute frauduleuse.

11. Faits de baraterie, crime de sédition dans l'équipage d'un bâtiment dans le cas où des individus en faisant partie se seraient emparés du bâtiment par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant, et aussi dans le cas où ils auraient livré ledit bâtiment ou navire à des pirates.

Art. 3. Bien qu'en règle générale l'extradition doive être accordée lorsqu'existent les conditions requises par la présente convention, chacun des deux Gouvernements contractants entend néanmoins se réserver le droit de ne pas consentir à l'extradition dans quelques cas spéciaux et extraordinaires, en faisant cependant connaître au Gouvernement, qui réclame l'extradition, les motifs du refus.

Art. 4. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu, qui serait livré pour une autre infraction des lois pénales, ne pourra dans aucun cas être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit. Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucune autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente convention, à moins qu'après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois, ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 6. Dans aucun cas et pour aucun motif les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux.

Lorsque d'après les lois en vigueur dans l'Etat, auquel le coupable appartient, il y aurait lieu à le poursuivre à raison de l'infraction commise dans l'autre Etat, ce dernier communiquera les informations et les pièces, les objets constituant le corps du délit, et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Art. 7. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger aux Etats contractants, le Gouvernement, qui doit accorder l'extradition, informera celui du pays auquel appartient l'individu réclamé, de la demande qui lui a été adressée, et, si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses tribunaux, celui auquel la demande a été adressée pourra à son choix le livrer à l'Etat sur le territoire duquel le crime a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient.

Si le condamné ou le prévenu, dont l'extradition est demandée en conformité de la présente convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements pour des crimes ou délits commis par le même individu sur les territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'Etat dans lequel a été commise l'infraction la plus grave, et dans le cas où les différentes infractions auraient la même gravité, à celui dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi, détenu ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par une sentence, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 9. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des Gouvernements respectifs à l'autre par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition. On devra fournir en même temps le signalement de l'individu réclamé, ou toute indication de nature à en constater l'identité.

Art. 11. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des Gouvernements respectifs, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans le plus bref délai le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 12. Les objets volés, ainsi que tout autre objet saisi en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et les utils, dont il se serait servi pour commettre le crime ou le délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Art. 13. Les frais d'arrestation, d'entretien et du transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui aux termes de l'article précédent doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des Etats respectifs dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamant. Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 14. Si l'un des Gouvernements respectifs jugera nécessaire pour l'instruction d'un procès la déposition des témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées en due forme par la Cour ou autorité compétente.

La Cour ou l'autorité de l'autre Etat sera tenue d'y donner cours conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin est entendu ou l'acte délivré.

Art. 15. Dans le cas où la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend, l'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement.

Si les témoins requis consentent à partir, les passeports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité qui leur sera accordée par l'Etat réclamant en raison de la distance et du séjour, ainsi que l'avance de fonds qui devra préalablement être faite.

Dans aucun cas les témoins ne pourront être arrêtés, ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution, pendant leur séjour forcé dans le lieu où le juge, qui doit les entendre, exerce ses fonctions, ni pendant le voyage, soit en allant, soit en retournant.

Art. 16. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des pays respectifs.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des Gouvernements respectifs.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence en double expédition le 20 septembre 1866.

(L. S.) VISCONTI-VENOSTA. (L. S.) E. DE PIPER.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti la accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Sigillo.

Date in Firenze addì 17 del mese di ottobre l'anno del Signore 1866 e del Regno Nostro il decimottavo.

Per Sua Maestà Vittorio Emanuele II Re d'Italia
Il Suo Luogotenente Generale
EUGENIO DI SAVOIA.

VISCONTI-VENOSTA.

Il numero 3599 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il regolamento per l'istruzione industriale e professionale approvato col R. decreto 18 ottobre 1865, n° MDCCXII;

Visto il R. decreto 22 novembre 1866, numero 3347, col quale fu riordinato l'insegnamento tecnico per la marina mercantile;

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La scuola R. superiore e la scuola principale di nautica in Venezia sono riordinate la prima ad Istituto industriale e professionale, e la seconda ad Istituto Reale di marina mercantile in conformità dei quadri *A* e *B* uniti al presente decreto e firmati d'ordine Nostro dal ministro di agricoltura, industria e commercio.

Art. 2. I due Istituti sono riuniti sotto una sola direzione e sottoposti alla vigilanza della Giunta di cui all'art. 19 del regolamento approvato col R. decreto 18 ottobre 1865.

Art. 3. Agli assegni dei professori risultanti dai due quadri *A* e *B* annessi al presente decreto, si farà fronte colle somme stanziate per la scuola Reale superiore e per la scuola principale di nautica in Venezia nel bilancio speciale delle provincie venete per il corrente anno 1867.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 27 febbraio 1867.

VITTORIO EMANUELE.

CORDOVA.

QUADRO A.
Istituto industriale e professionale in Venezia.

Sezioni: *Commercio e amministrazione - Costruzioni e meccanica - Industrie chimiche e meccaniche - Ragioneria.*

DESIGNAZIONE DEGLI INSEGNAMENTI		ASSEGNI
Presidenza	L.	4,000 »
Chimica generale ed applicata alle costruzioni, arte vetraria ed arte tintoria	»	2,592 60
Lettere italiane, geografia, storia e statistica	»	2,592 60
Fisica, strumenti scientifici e meccanica elementare	»	2,200 »
Matematica e meccanica applicata	»	2,200 »
Costruzioni, geometria pratica ed estimo	»	2,200 »
Disegno, geometria descrittiva e topografia	»	2,200 »
Storia naturale e merceologia	»	1,600 »
Diritto ed economia industriale e commerciale	»	1,200 »
Computisteria e ragioneria	»	1,200 »
Lingua inglese e tedesca con ripetizione della francese	»	1,200 »
Totale	L.	23,185 20

Visto d'ordine di S. M.
Il Ministro di agricoltura, industria e commercio
CORDOVA.

QUADRO B.
Istituto Reale di marina mercantile in Venezia.

DESIGNAZIONE DEGLI INSEGNAMENTI		ASSEGNI
Presidenza (comune coll'Istituto industriale e professionale)	L.	» »
Astronomia nautica e calcoli relativi	»	2,000 »
Costruzione navale e disegno relativo	»	2,000 »
Navigazione e calcoli relativi	»	1,600 »
Attrezzatura e manovra navale	»	1,200 »
Macchine a vapore e disegno relativo	»	1,200 »
Insegnamenti comuni coll'Istituto industriale e professionale.		
Geometria descrittiva e meccanica elementare	»	» »
Matematiche elementari	»	» »
Lettere, geografia e storia	»	» »
Fisica, chimica e meteorologia	»	» »
Diritto commerciale ed internazionale	»	» »
Lingua inglese e tedesca	»	» »
Totale	L.	8,000 »

Visto d'ordine di S. M.
Il Ministro di agricoltura, industria e commercio
CORDOVA.

Il numero 3601 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il Regio decreto 22 novembre 1866, n° 3347, col quale fu riordinato l'insegnamento tecnico per la marina mercantile;

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È istituita nel comune di Chioggia una scuola di nautica cogli insegnamenti descritti nell'unito quadro *A* firmato di ordine Nostro dal ministro di agricoltura, industria e commercio, sempre chè il comune predetto provveda il locale, le suppellettili e gli strumenti necessari.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 27 febbraio 1867.

VITTORIO EMANUELE.

CORDOVA.

Quadro A. — Designazione degli insegnamenti a darsi nella scuola di nautica in Chioggia.

		Assegni
Assegno di presidenza	L.	300
Navigazione, calcoli relativi e meteorologia pratica	»	1,600
Aritmetica ragionata, geometria piana e trigonometria	»	1,600
Attrezzatura e manovra navale	»	1,200
Lettere, geografia e storia patria	»	1,200
Elementi di diritto commerciale ed internazionale	»	1,200
Totale	L.	7,100

Visto d'ordine di S. M.
Il Ministro di agricoltura, industria e commercio
CORDOVA.

Relazione a S. M. del ministro dell'interno in udienza del 17 *marzo* 1867 *sul decreto pel trasporto a spese dello Stato delle spoglie mortali di Daniele Manin.*

SIRE,

Le ceneri di Daniele Manin riposano ancora nella terra amica, che fu per lui, come per tanti altri, la terra ospitale dell'esilio.

Ma ora dopo il felice ricupero della Venezia esse aspettano di essere restituite alla terra natale.

A ciò deve provvedere l'Italia: ed il riferente, nel pregare la M. V. anche in nome de' suoi colleghi di voler ordinare che la traslazione venga fatta a spese dell'erario dello Stato, ha la coscienza di compiere un atto di pietà e di gratitudine nazionale.

Dopo avere strenuamente provveduto alla difesa di Venezia finchè la difesa fu possibile, Daniele Manin esulò in Francia, ed ivi congiungendo con mirabile armonia, il più disinteressato patriottismo col più sincero senso pratico, fu tra i primi a propugnare il concetto della unità nazionale sotto lo scettro costituzionale della Augusta Dinastia di Savoja.

Con i provvidi consigli e con l'apostolato incessante egli antivedeva e preparava la via al trionfo di quella unità che nel 1866 cessò di essere un desiderio.

Non gli fu data la consolazione di mirarne il trionfo desideratissimo: ma oggi Venezia e l'Italia bramano a buon diritto di restituire alle travagliate ossa dell'estinto illustre, la patria, per la quale egli vivo tanto soffrì ed operò.

Interprete dei sentimenti della M. V. e di quelli della nazione, il presidente ha l'onore di sottoporre alla sovrana sanzione il seguente decreto.

Il numero 3615 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del presidente del Consiglio dei ministri, ministro dell'interno, di concerto col ministro degli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Sarà provveduto a spese dello Stato al trasporto e alla tumulazione in Venezia delle spoglie mortali di Daniele Manin.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 17 marzo 1867.

VITTORIO EMANUELE.

RICASOLI.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
DEL REGNO D'ITALIA.

Coerentemente al disposto dagli articoli 178 e 179 del regolamento per le Casse dei depositi e dei prestiti approvato con R. decreto 25 agosto 1863, n° 1444, pubblicavasi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, numeri 196, 230 e 256, in data 17 luglio, 21 agosto e 17 settembre 1866, un avviso di smarrimento della cartella n° 20610 di lire 3,000 rilasciata da questa Centrale a favore di Curotti Antemio assoldato anziano del 49° reggimento fanteria.

In tale avviso essendosi stampato Curotti *Antonio* invece di *Antemio*, colla presente si rettificano le citate pubblicazioni, diffidando chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della pubblicazione della presente, ne sarà rilasciato il duplicato e resterà di pien diritto annullata la precedente.

Torino, li marzo 1867.

Visto: *per l'Amministratore centrale*
GALLETTI.

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA. — (*Continuazione del discorso del signor Rouher*). — Ora, signori, esaminiamo le conseguenze, vediamo i resultati che si sono prodotti. E prima togliamo da questo dibattimento le dottrine che vi sono state introdotte, sulle quali il signor Thiers ha discusso con tanto disprezzo.

« Il principio delle nazionalità », egli disse, voi vi lasciate trascinare da quella chimera, da quella illusione, da quel sogno! Che cosa è dunque il vostro principio delle nazionalità? Con quel principio voi fate comparire tutte le potenze ad un tribunale di revisione tenuto dall'Europa. La Svizzera si compone di tre razze, italiana, francese e tedesca. Distruggete questo fascio col pretesto del principio delle nazionalità?

Andate a Costantinopoli a preferire la razza cristiana, slava, ellenica, alla razza turca, e lasciare creare, col principio delle nazionalità, un impero cristiano nel luogo dell'impero turco? Ma è il caos, disse l'onorevole signor Thiers; l'ultima parola del vostro sistema è la esistenza di tre Stati sul continente europeo: la Russia con 120 milioni di abitanti, la Prussia con 60

milioni e la Francia con 40 milioni, cioè la Francia scesa al terzo rango.

Ma ha detto di più, voi siete plagiari, perchè la questione che sollevate bisognava posarla mille anni or sono, ai tempi di Carlo Magno, quando le razze del mezzogiorno e del nord si azzuffavano nei campi di Poitiers, quando il terreno era seminato di Goti, di Vandali e di altre razze, i cui nomi si perdono nella notte dei tempi.

Là era il momento di fare la vostra singolare scelta di razze, di fare l'applicazione del vostro strano principio delle nazionalità; oggi è troppo tardi.

Ma chi ha dunque parlato in tal guisa? Chi ha proposto questa rivista di tutte le potenze e di tutte le nazionalità in Europa?

Come! voi nelle dichiarazioni del Governo trovate ciò! Che cosa dicemmo noi, signori? Noi dicemmo quello che l'onorevole signor Thiers disse egli stesso. Quando nella stupenda prefazione storica che è andata innanzi al suo eloquente discorso, vi ha fatto il quadro delle nazioni che si formavano, delle nazioni che declinavano, con una eloquenza che io ammiro ha esclamato: gli esseri la cui esistenza è misurata con poche ore, le nazioni la cui vita si misura per secoli sono tutte poste da Dio nelle stesse condizioni; le nazioni nascono, vivono, crescono, giungono all'apice della loro forza, declinano e muoiono.

Ebbene, questo quadro che cos'è se non le nazionalità che crescono?

Quando ne' tempi feudali nei secoli XV e XVI, con la guerra, coi matrimoni, perchè allora le nazioni si costituivano dall'alto, allora i sovrani con le principesche unioni facevano tutto, tutte quelle cose che avete ammirate, allora, dico, con quei mezzi gli Stati ingrandivano, erano nazionalità che si formavano, erano nazioni che si fondavano. In tal modo la nazione francese si è costituita, così la nazione britannica ha riunito i tre regni ed è divenuta indistruttibile, così alla sua volta si stabilì la nazione iberica.

E perchè oggi i popoli hanno sempre acquistati dei nuovi diritti, perchè sono rappresentazioni, perchè hanno una rappresentazione personale e diretta, le nazionalità, grande opera del tempo, delle condizioni geografiche, della fusione delle razze vittoriose, della identità dei costumi, della comunanza delle gioie e dei dolori, le nazionalità non più continuerebbero ad aggregarsi, non vi sarebbe più per l'Occidente la formazione delle nazionalità, sarebbe respinta indietro nei paesi dell'Oriente? No! ma non bisogna neppure che questo sentimento sia troppo spinto, non bisogna che sia una idea rivoluzionaria, una minaccia imprudentemente gettata a tutti gli stati esistenti; non bisogna dire a quella nazione elvetica tanto piccola per il territorio, ma tanto grande per il coraggio:

« Noi ci apprestiamo a scerparvi e a distruggervi. » Non bisogna che questo sentimento, senza aspettare che la formazione sia giunta a maturità, si svii in non so quali combinazioni ove la nazionalità sarebbe solo una questione di lingua e di accento, e con le quali si distruggerebbe l'Impero turco per ristabilite Bisanzio nel luogo di Stambul. No, noi non inventammo un tale sistema; non miriamo a tali combinazioni, noi studiamo la storia, teniamo dietro al movimento dei popoli; esaminiamo le tante aggregazioni, le coesioni naturali, e se in Italia troviamo gli stessi costumi, le stesse idee, gli stessi bisogni, diciamo che vi è autonomia e nazionalità, ma non andiamo oltre, noi inseguiamo i sogni, alle bizzarie, ai capricci, che ci farebbero in tal modo distruggere tutte le situazioni europee acquistate con l'azione di stolte passioni e d'idee false, che non entrarono mai nel programma del Governo. (*Benissimo, benissimo.*)

Dicemmo però, dando uno sguardo ad un lontano avvenire, che nissuno di noi potrà vedere, verrà un giorno in cui i vasti dominii della Russia saranno più popolati; in cui l'America, che va sempre crescendo, farà sparire la distanza di 3,000 leghe di mare che ci separa oggi da lei, perchè lo diceste voi stessi, il mare avvicina le nazioni e non le separa, verrà un giorno in cui non si tratterà più dell'equilibrio dell'Europa, ma dell'equilibro del mondo, un giorno in cui le grandi potenze vorranno forse dominare. Allora un sentimento naturale ravvicinerà i popoli dell'Occidente e li riunirà per resistere a quella minacciosa invasione.

E perchè noi concepimmo questo pensiero lontano, voi verrette a snaturarlo ed a presentarlo come un tentativo temerario o una brillante utopia, secondo la espressione del signor Garnier-Pagès? No, noi rimaniamo nei principii savi e veri, noi interroghiamo il movimento dei popoli non scambiamo le agitazioni ambiziose e rivoluzionarie col principio delle nazionalità; ma quando riconosciamo che una nazione è vigorosamente costituita, che è arrivata alla unità reale ed omogenea, non cerchiamo a contestarla ed a distruggerla. No, bisogna fargli luogo nel concerto delle nazioni e mantenere, unitamente con quella l'equilibrio necessario dell'Europa e del mondo. (*Benissimo, benissimo.*)

Ecco la nostra dottrina, che presiedè alla unificazione dell'Italia.

Ecco i nostri principii: quelli che ci diressero nell'unificazione dell'Italia. L'unità italiana, ci si dice, produsse l'unità della Germania, quella è la madre di questa.

Consentite, o signori che venga esaminando alquanto codesta quistione dell'unità tedesca, per fissarne i termini, e segnarvi le due correnti dalle quali fu creata quell'unità, per le quali è divenuta un fatto inevitabile, già da molto innanzi che il signor di Bismarck avesse fatta sua tal questione, che più tardi doveva risolvere.

(*L'oratore si fa a dimostrare come l'atto di Vienna costitutivo della Confederazione tedesca poneva il principio dell'integrità del territorio « Così l'unione recava come primo risultato l'unità » a questa unità portava inevitabilmente dapprima la corrente economica, lo* Zollverein *o unione doganale: lo stesso sig. Thiers lo ebbe a riconoscere, a dichiarare, quand'era ministro nel* 1836. *Alla corrente economica s'univa la corrente politica: fin dal* 1830 *fu posta la quistione dell'unità politica, fu proclamata sul Reno nel* 1840; *ne fu alzato il vessillo nelle insurrezioni del* 1848: *la Prussia la favorì, l'Austria stessa per antagonismo a questa, la sancì nel* 1863 *a Francoforte*).

Ecco, o signori, quali sono le correnti politiche intermittenti, talvolta arrestate, ma sempre ravviate con nuova forza, per le quali la Germania fu portata all'unità. Ecco come una nazionalità fu costituita per forza degli interessi economici e per un sentimento di politica coesione.

Che deve fare la Francia dinanzi all'avvenimento dell'unità tedesca? Bisogna fare un confronto e chiedere se il nuovo Stato sia più nocivo alla Francia che l'antica Confederazione germanica.

Bisogna, in questa questione, avere una risoluzione ferma ed energica. Se credete che la Francia abbia perduto un atomo della sua grandezza, bisogna dichiararlo. Quanto a me, preferirei gli uragani della guerra ad una situazione in cui, sotto un cielo fosco ed un pallido sole, in un malessere morboso, si spegnessero gradatamente la forza, la grandezza e la prosperità della Francia (*Applausi*).

Riprendendo il suo discorso interrotto per alcuni minuti di riposo, « Il mio compito, dice il signor Rouher, si riduce ora a questi due punti: porre in confronto la disciolta Confederazione tedesca collo stato presente della Germania, e vedere qual valore s'abbia la dichiarazione del signor Thiers, che la Francia trovisi omai isolata sì che debba per difender se stessa andar cercando nuovi alleati ed alleanze. »

Il signor ministro di Stato vien quindi dimostrando come la Confederazione tedesca creata dai trattati del 1815, in odio della Francia, presentava contro di questa una agglomerazione di 75 milioni d'abitanti; la chiave della volta della quale era la Santa Alleanza! una condizione di cose pertanto che fatalmente gravitava sulla Francia e ne imbarazzava ogni movimento; una lega ostile che dipartivasi da Pietroburgo per giungere fino al Reno. Questa lega, questa forza, contava più di 100 milioni d'uomini: la Confederazione era la sentinella delle gelosie, dei rancori, dei sospetti della coalizione Nord.

Il signor Thiers disse che la Confederazione germanica era puramente difensiva; ma nel 1859 la Confederazione prese un atteggiamento ostile contro di noi; tutti i contingenti federali furono armati, la Prussia mobilizzava 300,000 uomini pronti a marciare sul Reno. Se l'Imperatore firmò la pace di Villafranca, fu per non esporre la Francia a maggiori pericoli per gl'interessi d'Italia. E si chiama tutto ciò un organamento senza pericoli per noi, puramente difensivo?

Qual è la situazione attuale? Ecco l'Alemagna costituita che potrà giungere a 29 milioni colla Prussia e gli Stati del Nord; a 37 se vi si aggiungesse con più intimi legami la Confederazione del Sud. Per lo addietro, l'Alemagna, composta di 75 milioni d'abitanti, aveva inoltre alle sue spalle la Russia mallevadrice. Oggi, al contrario, vi è l'Austria che da nessun vincolo è legata nè alla Prussia nè alla Germania. In tale situazione non veggo alcun pericolo per noi. La Confederazione è rotta in tre tronchi, nuovi e contrarii interessi esistono fra questi tre Stati che non minacciano la Francia.

« In luogo adunque, conchiude l'oratore, di quella forte coalizione creata dai trattati del 1815, non abbiamo più dinanzi a noi che la vecchia Confederazione divisa in tre tronchi...... Schiettamente pertanto io non veggo nei nuovi fatti alcuna causa d'inquietudine pel mio paese, la Santa Alleanza è disciolta, la Confederazione tedesca posta sotto i suoi ordini, la sua tutela e direzione, è infranta; nuovi interessi sono sorti, interessi contrarii divergenti fra loro, ma non volti contro la Francia, che non sono quindi un pericolo nè per la sua potenza materiale nè per la sua morale autorità.

L'onorevole Thiers si è spinto più oltre e vi ha detto: la Francia non ha alleati, è minacciata da una coalizione formidabile; essa la provoca e la facilita con una politica improvvida nelle faccende dell'Oriente. La Prussia e la Russia si intenderanno, l'una per il Ponto Eusino, l'altra per estendere la sua potenza fino al Zuydersee.

La Prussia lascierà la Russia, la Russia lascierà fare la Prussia, e da quella coalizione d'interessi nascerà presto l'abbassamento della Francia, dacchè la Francia cieca favorisce in Oriente la politica russa, prepara la ruina dell'impero turco per sostituirvi un impero cristiano.

Io studio ogni giorno con sollecitudine gli affari del mio paese, e invero io domando come nel pensiero dell'uomo di Stato ch'io combatto, possano nascere siffatte impressioni.

Come! La Prussia non è soddisfatta, la sua ambizione non è cessata coi secoli, non è limitata, contenuta nel trattato di Nicholsbourg! Anche il pensiero ambizioso di estendere la sua autorità fino allo Zuydersee! Io affermo che la Prussia ha dato alla Francia rispetto a ciò le più formali dichiarazioni, le più assolute garanzie, (*movimento*) ed aggiungo che la Francia se non le avesse ricevute non avrebbe tollerato tale ambizione! (*Benissimo! Benissimo!*)

Noi accettiamo la conseguenza naturale di una guerra che aveva i suoi limiti, e credo anche poteva riuscire, ma non accettiamo le ambizioni smodate, le smisurate pretensioni.

Il giorno in cui lo Zuydersee fosse minacciato (*udite*) dall'ambizione prussiana, la Francia e l'Inghilterra saprebbero parlare alla Prussia in modo che le farebbero comprendere che il tempo delle pazze pretensioni passò. (*Movimento di approvazione su tutti i banchi*)

E la Russia? La Russia penserebbe di andare sul Ponto Eusino?

Signori, non diamo gratuitamente ad una grande potenza delle ambizioni tanto pericolose. Il giorno in cui la Russia rinnovasse la pretensione che gli viene attribuita un'altra volta, quel giorno l'Occidente dell'Europa avrebbe lo stesso interesse, la stessa potenza, la stessa forza e la stessa volontà.

Senza dubbio noi abbiamo una politica in Oriente. E qual è? È forse perturbatrice? Mira a compromettere gl'interessi del Sultano? a diminuire la sua autorità, la sua potenza? No. La politica nostra in Oriente è tradizionale. Vi sono colà degl'interessi cristiani e una religione simile alla nostra. Dopo la caduta dell'Impero Romano l'interesse cristiano si costituiva e pigliava per protettrice la Francia. Noi continuiamo il nostro compito di protezione disinteressata. In tal guisa cerchiamo in Creta i mezzi di pacificare l'insurrezione, di soddisfare seriamente quella popolazione che si lagna; in tal guisa portiamo dei consigli di moderazione e di pace fino al Governo del Sultano. Interroghiamo le idee della Russia e dell'Inghilterra, accomuniamo tutti i pensieri, tentiamo di cavarne una soluzione utile all'umanità, al miglioramento della stirpe cristiana ed all'incremento dell'autorità del Sultano.

È quella una politica perturbatrice, rivoluzionaria, inquietante? (*No, no, benissimo.*)

Tutto è singolarmente errato nell'argomentazione che udiste. Come! la Prussia si unirebbe con un trattato tacito o con un trattato scritto alla Russia per agevolare all'ultima l'arrivo nel Ponto Eusino! direbbe alla Russia: mi sono molto ingrandita, ma voglio che vi ingrandiate voi smisuratamente, perchè tra noi siano conservate le antiche proporzioni (*risa*). Come! la Prussia direbbe alla Russia: bramo che abbiate una popolazione di 120 milioni di abitanti sotto il vostro dominio, voglio che dominiate sul Bosforo ed a Pietroburgo, e perchè io mi sono ingrandita, bisogna che voi siate più grande di me (*nuove risa*).

Dall'altro canto Costantinopoli non rappresenta l'impero del mondo, come disse Napoleone, tanto per la Prussia quanto per la Francia? In questa controversia gl'interessi della Prussia e della Francia non sono gli stessi? La Russia ha qualche ragione di desiderare che la Prussia estenda il suo impero da Limburgo fino allo Zuyderzee? La Prussia ha interesse che la Russia si costituisca potenza europea ed insieme asiatica stringendo nelle sue braccia tutto l'Occidente e prima la Prussia?

Questo, signori, è un sogno della immaginazione del mio onorevole contraddittore.

Tutto ciò che leggiamo, tutto ciò che impariamo dagli avvenimenti che si agitano in Europa, respinge codeste tendenze, siffatti principii.

Fu detto: la Francia non ha alleati. Io dico, al contrario, che non ha nemici in Europa. Dico che al momento in cui siamo non vi è potenza la quale non nutra per la Francia simpatia, deferenza, amicizia, che non manifesti al governo francese dei pensieri di pace e di concordia.

Noi non abbiamo alleati! Ma chi dunque vuole assalire e mettere in non cale la grandezza della Francia? Scrutate l'orizzonte, frugate in tutti gli arcani delle cancellerie dei paesi esteri, cercatevi una cattiva passione, un interesse ostile.

Forse l'Italia? L'Italia mediterebbe progetti rivoluzionari contro di noi? Ma ove sono i suoi interessi contrari ai nostri? ov'è la lotta? ove la possibilità di aggressione, ove il pensiero di separarsi?

L'onorevole Thiers ha detto che per costituire delle alleanze ci volevano degli interessi comuni e che per provocare delle guerre e dei conflitti faceva mestieri d'interessi contrari. Con chi abbiamo interessi contrari? Con l'Austria? Ma può l'Austria sdegnare i sentimenti simpatici che la Francia professa per lei? Non la desideriamo come potenza necessaria all'equilibrio europeo? Non abbiamo forse per la sua integrità, non abbiamo forse per la sua forza le stesse sollecitudini che si sono manifestate nel tempo della mediazione?

Con la Prussia? La Prussia! ma si affatica, voi lo diceste, a evitare tutto quanto da vicino o da lontano potrebbe suscitare le nostre suscettibilità nazionali? Con la Russia? Ma non credo che dal 1852 a traverso le dolorose ricordanze di una nazione prostrata, ch'io non vo' rammentare, non credo che le relazioni tra la Francia e la Russia siano mai state più sincere, più leali e piene di cordialità.

Ci fu detto che i Pirenei non erano mai stati tanto alti. I Pirenei si sono forse elevati perchè si tratta di nuovo di qualche rivale, ambizione di principi del primo ramo o del secondo? E invero abbiamo noi qualche cosa da temere da parte della Spagna, e bisognava indicare ciò come una prova dell'isolamento della Francia?

Signori, questo quadro non è verace. In cospetto della situazione dell'Europa le potenze sono d'accordo, e nonostante tanti interessi nuovi, nissuna complicazione all'orizzonte non viene a minacciare i comuni desiderii di pace e di simpatia, le potenze si muovono nell'orbita del loro moto legittimo, esse irraggiano le une verso le altre in un sentimento di armonia e non in un sentimento di ostilità. (*Segni di adesione*).

Quanto più studio i nuovi interessi, tanto più spero che il tempo rinvigorirà tra i popoli l'armonia, la simpatia, la concordia, e rispetto alla nazione francese io dico che poco importa alla Francia se è ingrandita in estensione o no, purchè ingrandisca in altezza. Si rivolga ora alla cura della sua prosperità, si occupi a dare incremento alla sua potenza ed alla sua ricchezza, ora che il sovrano ha aperto a noi tutti dei nuovi orizzonti, che si concentri altera, calma, serena e forte, nel culto e la pratica delle sue libertà interne. Sì, accresca essa questa espansione feconda e pacifica. Ma non evocate a lei dinanzi il fantasma della coalizione, la coalizione sparì, e non nascerà più sotto l'impero, sotto lo scettro di un Napoleone (*acclamazioni generali, applausi*). (Dal *Moniteur*)

— Si legge nel *Moniteur* in data del 18:

Sabato in occasione di uno sciopero scoppiarono a Roubaix dei disordini.

Alcuni miserabili profittarono dei torbidi che avevano provocati per incendiare la officina del signor Schamps, rubare alcuni oggetti preziosi e provocare la rottura delle macchine di qualche altro stabilimento.

Le autorità si sono portate immediatamente sul luogo; fu represso il disordine, e si procedette all'arresto dei colpevoli, i quali sono stati immediatamente consegnati alla giustizia.

Il governo non ha dimenticato che se egli deve tenersi completamente imparziale nelle questioni fra i padroni e gli operai, ha tuttavia lo stretto dovere di mantenere l'ordine dappertutto dove venga turbato.

— A tal proposito l'*Etendard*, in data del 18, dice:

Roubaix continua ad essere tranquillo.

Le lettere che riceviamo da questa città portano che i principali autori di quegli atti selvaggi che la legge reprime, apparterrebbero alla classe numerosa degli operai stranieri che abitano a Roubaix in stanze ammobigliate.

La popolazione ha dato al disordine pochi elementi.

I danni materiali sono calcolati un milione.

— Le parole del signor Giulio Favre « Se la Francia non è minacciata, perchè armate? perchè inquietate il paese col vostro progetto di legge sull'organizzazione militare? » inspirarono alla *France* un articolo « *Bisogna disarmare?* » nel quale esaminato lo stato dell'Europa sorto dal movimento dell'89 così ragiona:

Per cinquant'anni sotto l'influenza di quell'opera del 1815, che oggi non è più che un cencio a brandelli l'Europa rimase se non tranquilla almeno in generale pacifica per quanto alle relazioni estere delle potenze fra loro.

Oggi al contrario l'Europa è un vasto campo, nel quale han carriera le ambizioni, e sorgono d'un tratto le questioni di frontiere e di nazionalità.

Ciascuno estende e rassoda le sue forze offensive e difensive.

La Prussia e la Germania sono armate, armano la Russia, la Svezia, la Danimarca, il Belgio, la Svizzera, la Grecia, il Portogallo, la Turchia, ed anche l'Inghilterra malgrado la sua politica sistematicamente indifferente riguardo al continente.

L'Italia non disarma, l'Austria con un nuovo sistema militare ripara ai disastri di Sadowa.

Fu forse la Francia quella che prese la iniziativa di questi armamenti giganteschi e ruinosi?

Fu la Francia quella che inspirò all'Europa questa follia guerriera?

O non fu ella la prima a proclamare, per bocca del suo sovrano, la necessità di un disarmo generale?

Ma dappertutto si arma. Nel secolo decimonono alla forza del diritto audacemente si sostituisce il diritto della forza.

Il suolo pacifico dell'Europa è irto di baionette, e nelle relazioni fra popoli il fucile ad ago sostiene la prima parte.

Che fare? abbandonare all'azzardo ed ai colpi subitanei della sorte l'avvenire e l'influenza che gode il nostro paese nel mondo?

Quando tutti, quasi presi da delirio, attorno a noi si fortificano, non dovremo noi fortificarci?

È possibile il disarmo? è prudenza?

Sì, nissuno minaccia la Francia: essa non minaccia nissuno: essa può senza tema guardare la sua situazione in Europa.

Ma in questa Europa che si copre di soldati, e che non ha più un diritto pubblico che la diriga; in questa Europa dove tutto sembra affidato al capriccio del fato trionfante, ed all'audacia del più forte; in questa Europa la quale con tanta febbre passò dal periodo della calma a quello dell'azione, la Francia non può commettere il fatale errore di lasciare che un bel giorno gli avvenimenti la sorprendano, e perdere così colla sua grandezza la sua influenza.

L'esercito, che l'esempio di tutti gli Stati le impone di organizzare sotto pena di discendere difatto a quel posto così basso dove il signor Thiers la ha fin d'ora ingiustamente avvilita, non è un esercito aggressivo, e non sarà nemmeno, ne siamo convinti, un esercito di difesa, perchè noi non crediamo che vi sia in Europa chi voglia, o chi osi attaccarci.

Sarà un esercito destinato a portare nei Consigli delle grandi potenze quel peso che dà sempre la forza quando si appoggia alla giustizia ed al diritto.

Sarà un elemento che graverà sulla politica generale, e perciò appunto sarà una garanzia di pace più che un pericolo di guerra.

Perchè una nazione possa parlare con autorità bisogna che la si sappia in grado di appoggiare la politica ad altro che sulle parole; perchè eserciti una legittima influenza sull'assieme degli avvenimenti bisogna che possa agire dopo di aver parlato; perchè non sia rotto l'equilibrio generale, bisogna che per la forza del suo esercito, essa pesi ugualmente sulla bilancia degli Stati.

— Togliamo il seguente brano da un articolo del *Journal des Débats* sul discorso del signor Thiers:

« È facile ridersi della politica dei principii ed è ancor più facile il farsi beffe del principio delle nazionalità quando si voglia snaturarlo e spingerlo sino all'assurdo.

Ci sia permesso di dire che su questo punto il signor Thiers non parlò seriamente.

Determinare le nazionalità a vista di naso, o dall'accento, o dal dialetto, sono questi scherzi di pura invenzione del signor Thiers.

Giacchè egli era in vena perchè non disse: « Ecco qui delle lancie; sono Polacchi; ecco delle nacchere; sono Spagnuoli! » Sarebbe lo stesso.

È serio per un uomo politico il trattare in tal modo questo gran movimento che da 50 anni ha fatto gravitare il popolo tedesco verso l'unità nazionale e che d'anno in anno un'onda spingendo un'altra, è arrivato a questa alta marea quale la vediamo oggidì?

Il signor Thiers ha ragione quando dice che la nazionalità è ciò che il tempo fa di noi, ciò che fa di noi la communanza di interessi, di vicissitudini, di sentimenti, di storia.

Ma chi ha mai preteso altro?

Non abbiamo noi stessi più d'una volta citato l'esempio dell'Inghilterra, questa confusione di ogni razza, questo limo di nazioni, come uno dei suoi l'ha chiamata, questo avanzo di tutte le invasioni e che ciò nonostante ha formato un popolo il più essenzialmente nazionale, il più esclusivo, il più unito ed il più egoista del mondo, quello che meglio risponde all'ideale della politica di Stato?

È facile capovolgere gli argomenti quando si inventano a proprio modo, ed è questo un piacere che tutti possono procurarsi.

Se gli Italiani avessero avuto bisogno di una giustificazione, essi la troverebbero nel linguaggio del signor Thiers.

Il signor Thiers arbitro dei loro destini li avrebbe fatti liberi sì, ma non avrebbe mai loro data l'unità.

Il guaio di questa bella dottrina sta in ciò che gli Italiani non potevano essere liberi senza essere indipendenti, nè potevano avere l'indipendenza senza l'unità.

Noi non entreremo in codesta questione della quale il pubblico deve essere sazio.

Quando si dice che la Francia ha fatto l'unità italiana si dice una grande esagerazione.

Essa l'ha fatta senza volerlo, e ce ne duole perchè essa ne perdette in parte il beneficio.

In ogni caso la Francia la principiò, l'Italia la compì.

Se dall'unità italiana ne è venuta l'unità tedesca, ne ha colpa il Governo francese?

Noi non esitiamo a dir di no, ed in queste circostanze la maggior responsabilità non pesa su lui.

AUSTRIA. — Il *Debatte* pubblica la relazione del componimento finanziario che ebbe luogo fra i due ministri delle finanze di Vienna e di Pesth.

Questo componimento serve a determinare e definire in modo preciso la sfera di attività dei due ministri.

Riguardo alle spese il ministro d'Ungheria si atterrà alla legge finanziaria del 1867.

Egli coprirà col prodotto delle diverse imposte le spese fissate per l'Ungheria e per la Transilvania nel bilancio del 1867.

L'avanzo, quando ve ne sia, sarà versato nella cassa centrale dello Stato; al contrario se le imposte non bastano a coprire le spese vi si provvederà mediante anticipazioni fatte dalla cassa centrale al ministero ungherese.

I due ministri terranno un conto corrente, e formeranno ogni anno un bilancio.

— L'*Indép. Belge* ha da Vienna, 17:

È stato pubblicato un decreto del sig. Becke, ministro delle finanze.

Parlando degli uffici di finanza ungheresi, i quali dipenderanno oramai dal ministero ungherese, il signor Becke dichiara che gli impiegati non potranno adempiere i loro doveri verso l'Imperatore e verso lo Stato, che sottomettendosi con premura all'ordine di cose ultimamente stabilito.

BELGIO. — Si scrive da Bruxelles, 15, alla *Patrie*:

La riorganizzazione dell'esercito preoccupa tutti gli uomini seri: solleva molte questioni; si mostra irta di difficoltà d'ogni specie.

Correva la voce che la Commissione mista si fosse pronunziata a favore del progetto di adottare nel Belgio un sistema militare conforme a quello della Prussia; ma, un giornale ministeriale dice che la Commissione militare non vuole punto cambiare le basi fondamentali del nostro esercito.

Di fronte ai fatti che si sono compiti in Europa dovrà il Belgio seguire l'esempio delle grandi potenze, e sarà di suo interesse riorganizzare la sua difesa nazionale? La maggior parte degli uomini serii pensano di sì; essi pensano che le garanzie create dai trattati del 1830 pel Belgio sono ora diventate illusorie, e perciò vogliono una istituzione militare che possa difenderci contro lo straniero, e garantirci dai pericoli più reali dell'interno.

La nazione si pronunzia contro i progetti del governo: non si tiene un *meeting* nel quale non si dimandi energicamente la diminuzione del bilancio della guerra. Le classi laboriose sulle quali cadrebbe il peso dei nuovi aggravi militari manifestano la loro irritazione ed il loro risentimento; esse accolgono con disprezzo le proteste di patriottismo che fanno in loro nome i rappresentanti del corpo elettivo.

Da ogni parte si dice che un piccolo Stato, come il Belgio, non può difendersi da sè; le sue risorse finanziarie sono troppo scarse, e troppo poca la sua popolazione perchè egli possa giammai invocare a suo profitto il diritto della forza.

E così, non si parla più del Comitato che poco tempo fa si era costituito per organizzare il Corpo dei volontari.

VARIETÀ

CAMPANOLOGIA.

Tra le recenti pubblicazioni delle varie dotte società della Francia, che abbiamo sott'occhio, dobbiamo alla squisita cortesia dell'egregio archeologo, il signor Ab. Lepetit, ispettore della Associazione normanna, l'*Annuario* dei cinque compartimenti della Normandia, testè pubblicato in Caen.

Il bullettino monumentale della Società francese per la conservazione e descrizione dei monumenti nazionali, diretta dal signor conte di Caumont, annunzia la pubblicazione del citato *Annuario* colle seguenti parole: « L'*Annuaire* de « l'Association normande, quoique plus agricole « qu'archéologique, a donné la fin du remar« quable travail de feu le docteur Billon, de l'Ins« titut des provinces, sur la campanologie fran« çaise et étrangère. Cette grande monographie « est peut-être ce qui a paru de plus important « en France depuis quelques années. On ne peut « trop signaler ces consciencieuses recherches, « car elles méritent l'attention de tous les hom« mes qui ont le goût de l'art, et un peu de poé« sie dans l'esprit. »

Il nostro riposo, quasi forzato, ci ha invogliato a percorrere questi studi sulle campane e sulle sonerie della Francia e dell'Europa. Vi abbiamo letto pagine variate, ricche di nozioni estetiche, musicali ed istoriche. Vi abbondano le iscrizioni curiose ed anche strane, scritte in varie lingue I campanili e le campane cogli orologi servirono di fatto nei tempi andati sovente di sfogo agli artisti ed a spiritosi autori. Bastino per tutti i due famosi orologi di Basilea.

Citiamo ad esempio l'iscrizione che leggesi sulla maggior campana della cattedrale di Mende:

Je m'appelle non pareille
500 quintaux je pèse
Qui ne voudra croire me pèse et me repèse
Et me remette à mon aise.

Sono specialmente notevoli i capitoli in cui l'autore espone l'istoria dell'arte, le considerazioni didattiche, le proporzioni relative tra le campane ed i bordoni, fondate sulla teoria delle vibrazioni delle corde. Nel paragrafo, *Eloquenza e filosofia delle campane*, l'autore rammenta come Napoleone I al suono delle campane inchinava la sua larga fronte e cadeva in una profonda meditazione, ed il Firenzuola scriveva:

Tra tutte quante le musiche umane,
O signor mio gentil, tra le più care
Gioie del mondo, è il suon delle campane;
Don don don don don don, che ve ne pare?

Rammento sempre l'indicibile soavissima sensazione provata nel giungere in Malta verso sera quando ad un tratto udii la musica delle numerose campane di Valletta, dopo alcuni mesi passati in Oriente dove l'islamismo vietava allora il suono de' sacri bronzi.

A proposito delle musiche degli orologi di Londra, che non variano la nota come fanno quelli del Belgio, il signor Billon ci ricorda che la monotonia delle campane inglesi ha suggerito al nostro celebre Viotti d'introdurne il motivo nel suo bel concerto di violino in *sol* di un soave effetto. Leggiamo che Cromwell confiscò le campane di Cork dicendo che avendo un prete inventato la polvere si potevano fabbricare cannoni colle campane.

L'autore, toccando delle campane della Svizzera, scrive che pochi sanno che la città di Berna possede le più magnifiche e le più monumentali sonerie d'Europa. Le undici campane della torre - la principale ha 2 metri 55 cent. di diametro - sono fuse colla massima perfezione tanto che, nota, *tout fondeur moderne doit s'incliner devant elles.*

Chi ha visitato il Belgio sa che è la patria delle grosse campane, delle grandi sonerie, e delle scampanate armoniche.

Quando la Società francese d'archeologia visitò la cattedrale di Tournai nell'anno 1845, il vescovo le indirizzò queste nobili parole: « La campana che voi sentite non risuona che per celebrare l'ingresso dei sovrani in Tournai; oggi essa suona in onore dei sovrani dell'intelligenza! » Nei regni d'Italia, di Spagna e di Portogallo le grosse campane sono rare, ma le piccole vi sono in grandissimo numero. L'autore della campanologia osserva che i campanari della Spagna sono di un'audacia estrema.

La campana dello Sprone, nella diocesi di Ferrara, dà occasione all'autore di ricopiare dall'*Italia sacra* il curioso aneddoto della contessa Matilde mentre percorreva i dintorni di Ferrara per godersi i piaceri della caccia. È noto che quella famosa campana venne formata col valore di uno sprone donato ai frati dalla contessa.

La Russia vanta le più grosse campane: « Si « les cloches de cet empire sont les plus mons- « trueuses du monde, elles ne doivent pas être « les plus harmonieuses. Nous croyons que des « flancs de ces montagnes de métal doivent sor- « tir des mugissements formidables semblables « à des tonnerres lointains plus capables de jeter « l'épouvante que l'allegresse. » La sola città di Mosca dicesi possedere 1,600 chiese e circa sei mila campane. Non si è ancora cancellata dalla mia mente la strana sensazione provata nel mio primo giungere nell'antica metropoli della Moscovia nell'anno 1839, nella tarda sera della vigilia della Madonna di settembre, all'udire quello sterminato scampanio.

È notissima poi la storia della gran campana del Kremlin, la regina di tutte le campane.

La nuova cattedrale di Sant'Isacco in Pietroborgo accolse nell'anno 1858, in cui venne ultimata, una campana di 9 piedi di diametro, del peso di circa 50 *milliers*. È necessaria la forza di otto uomini per dondolarne il batocchio....

Ma forse abbiamo già scritto troppe righe per annunziare una monografia che non può andar a sangue di tutti i lettori di un giornale e specialmente degli ammalati e delle persone nervose le quali hanno la poco lieta ventura di vivere presso un campanile.

G. F. Baruffi.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Ci scrivono da Salerno:

Nel giorno 19 del volgente mese è stato arrestato nel circondario di Vallo il brigante Felice Ustore.

— Sappiamo che lunedì, 25 corrente, si terrà in Firenze, nel palazzo municipale, un congresso dei delegati dei comitati italiani di soccorso per i feriti in guerra. Oggetto di questo generale convegno si è, a quanto crediamo, lo studio dei miglioramenti da introdursi nel servizio sanitario di terra e di mare in tempo di guerra, e di giovarsi a tal uopo della Esposizione universale, alla quale i due comitati di Milano e di Firenze prendono parte. Crediamo anzi che i delegati nomineranno una Commissione la quale si recherà a Parigi con questo scopo. Per tal modo l'Italia entra pienamente nell'azione generale della associazione internazionale di soccorso, e si è dato sperare che anche per questo riguardo saprà meritarsi la estimazione di quanti visiteranno la Mostra del 1867.

— S. A. R. il Principe Umberto, scrive la *Lombardia*, nella giornata di ieri, in cui celebravasi solenne commemorazione pei morti nelle Cinque Giornate, volle assistere al funebre rito che si celebrò nella chiesa del Carmine, e con gentile pensiero invitò alla sua mensa il sindaco coi componenti la Giunta, i rappresentanti della Camera di commercio, ed altri cospicui cittadini.

— Intorno al disastro a Feriolo leggonsi le seguenti notizie:

Feriolo, villaggio del comune di Baveno in provincia di Novara, era un gruppo di povere case sulla sponda del Lago Maggiore, laddove la strada nazionale del Sempione si distacca dalla spiaggia per dirigersi verso la Svizzera. Sulla spiaggia era in costruzione assai inoltrata un molo d'imbarco e sbarco dei piroscafi.

Verso le ore 5 pom. del venerdì 15 marzo fu avvertito nel lago un movimento subacqueo, che occasionò un subito rialzo nel pelo d'acqua di centimetri 60 di contro a Feriolo, e dicesi che egual fenomeno sia stato rimarcato a Laveno, Pallanza, e Sesto Calende. Alle ore 6 si avvallò improvvisamente la spiaggia fiancheggiata dalla strada nazionale, restandone ingoiato il molo e le case repentinamente, chè nessuna delle persone esistenti nelle case si potè sottrarre, ed a mala pena scamparono quelle che lavoravano all'aperto. Le case rovinate sommano a sette, a sei le stalle e fenili scomparsi, le persone morte a 14, e laddove stavano la strada nazionale, le abitazioni e la spiaggia, vi ha un'altezza d'acqua da 11 a 50 metri di profondità.

L'avvallamento ha lasciato una sponda a picco verso il lago e di nessuna consistenza, per guisa che si teme un altro scoscendimento fra breve, con rovina di altre case, che dal sottoprefetto di Pallanza furono prudentemente fatte sgombrare.

Ai poveri abitanti sopravvissuti fu immediatamente provveduto dalla carità dei conterranei, che li raccolsero ed ospitarono. Si recarono tosto sul luogo il prefetto di Novara, il sottoprefetto di Pallanza, l'ingegnere capo e l'ingegnere di riparto, il procuratore del Re, i carabinieri, ecc. e dopo le prime provvidenze per la salvezza delle persone, si dispose per ripristinare la linea telegrafica, e per supplire alla strada rotta con una chiatta, che trasporta i carri dall'uno all'altro lembo delle rottura. In seguito bisognerà costruire una deviazione della strada tagliandola nel monte.

Sappiamo che il Governo ha disposto dei sussidi a favore di quella popolazione, ed ha incaricato i suoi ingegneri di studiare il modo migliore per riparare ai danni avvenuti, e per impedirne di maggiori.

— Il *Journal des Télégraphes* annunzia che quanto prima saranno messi in circolazione in Francia i bolli-telegrammi.

Il decreto amministrativo che ne regola l'uso è ora sottoposto all'esame del Consiglio di Stato.

Questi bolli sono di quattro categorie e colori differenti, e del prezzo di franchi 2 e 1 e di centesimi 50 e 25.

— La *France* dice che il Re di Prussia ha creato un nuovo ordine per onorare il merito militare; i *fiocchi d'onore* destinati a ricompensare specialmente i bassi ufficiali ed i soldati che si sono distinti nell'ultima guerra.

Queste insegne consistono in una piccola fascia di tela bianca con linee nere, che finisce in un fiocco dove si uniranno i colori, e che sarà portata all'impugnatura della sciabola.

— Si legge nel giornale *Annales du génie civil*:

Si tentò più volte per separare l'argento dal piombo di approfittare dell'affinità del zinco coll'argento.

La difficoltà stava nel non lasciare dello zinco nel piombo, e di non perdere dell'argento nel coppello.

Il signor Corduré propone un nuovo metodo; ed ecco qual'è.

Quando il piombo argentifero è fuso vi si aggiunge una piccola quantità di zinco, e dopo averlo vivamente rimescolato si lascia decorre la mistura.

La lega dello zinco e dell'argento essendo meno densa che il piombo, monta alla superficie, e come è più difficile a fondersi si rapprende subito.

Si tratta allora di afferrare il momento in cui è montato tutto lo zinco che porta l'argento, e non aspettare che la parte superiore del piombo abbia cominciato a cristallizzarsi.

Allora si schiuma la superficie, e così si ottiene l'argento unito allo zinco e ad una certa quantità di piombo.

Per separare questi tre metalli non si può ricorrere alla distillazione, chè si perderebbe troppo argento; vi si arriva fondendo di nuovo la mistura, ed ossidandola col mezzo di una corrente d'aria calda o di vapore spinto ad un grado alto.

Si usa poi l'acido cloridrico, e si coppella il resto.

Il cloruro di zinco che così si forma viene utilizzato facendolo bollire al contatto del carbonato di calce polverizzato finissimo.

E così si produce un cloruro di calce di carbonato di zinco che può essere immediatamente trasformato in bianco di zinco.

— Si legge nel giornale *Les Mondes*:

Saranno fatte quanto prima le prove dell'enorme telescopio a riflessione fabbricato dal signor Grubb di Dublino, che deve esser posto a Melbourne per servire a fare una carta completa dei nebulosi e delle stelle multiple dell'emisfero australe.

Il diametro del tubo del telescopio è di piedi 4 1/2, e la sua lunghezza è proporzionata.

Il diametro della lente è di soli 6 pollici meno che quello del tubo, cioè di 4 piedi, dello spessore di pollici 4 1/2, e del peso di circa 27 quintali.

Il peso del telescopio una volta finito sarà di 10 tonnellate, e sarà messo in moto da un orologio.

— Sino a poco fa, dice la *Cronique contemporaine* (giornale russo) non esisteva che un solo giornale che fosse organo dell'ortodossia cattolica, e questo è l'*Union Chrétienne*, foglio settimanale che si stampa a Parigi dall'onorevole compatriotta il signor protopope Vassilew.

Facciamo sapere ai nostri lettori che dal principio di quest'anno si pubblica in Inghilterra un nuovo giornale consacrato agl'interessi dell'ortodossia.

Questo giornale che porta il titolo di *The Orthodox Catholical Review*, per quanto sappiamo, è sorto dall'anglicanismo, ed è opera di alcuni fra i membri della Chiesa episcopale anglicana.

I membri della Chiesa ortodossa non vi hanno ancora preso parte, ma è probabile che la prenderanno, come lo han fatto per l'*Union Chrétienne*.

— Il crescere rapido e smisurato dei figliuoli, dice il *Mon. du soir*, cagiona gravi inquietudini ai genitori.

Ora ci si fa conoscere una famiglia le cui angoscie non hanno esempio.

Questa famiglia ha un figliuolo che rimpicciolisce. Dall'anno scorso presso a poco a questo tempo non è più cresciuto, e da allora in poi la sua statura diminuisce.

Egli sino a questo punto rimpicciolì di 3 centimetri.

Molti dottori sono stati chiamati a consulto, e pare che abbiano constatato che di una malattia così strana esistono altri casi in Danimarca e nella Spagna.

— Intorno alle statue dei Plantageneti, offerte da S. M. l'Imperator Napoleone alla Inghilterra, delle quali molto si è parlato in questi giorni, si legge nel *Times* la seguente lettera:

Signore,

La notizia data da lord Stanley nella Camera dei Comuni, intorno al trasporto delle statue dei Plantageneti che sono a Fontevrault (Anjou) in questo paese, sarà udita con molta compiacenza da tutti gli archeologi. Io ho da presentare alcune osservazioni forse non discare ai vostri lettori su quelle interessanti memorie.

Le statue sono in pietra viva e sono quattro: — Enrico II e la Regina Eleonora di Gujenna, Riccardo I ed Isabella di Angoulême. Rimasero nella Abbazia di Fontevrault fino al tempo della rivoluzione francese, e sembra che allora subissero la devastazione generale, perchè quando lo infatigabile archeologo, il fu Carlo Stothard, visitò Fontevrault nell'ottobre del 1816, trovò l'Abbazia convertita in una prigione; le statue di quei Re, stavano in una cripta sotto un edificio chiamato la *Tour d'Evraud*, ove pativano sfregi diuturni dai prigionieri. Stothard fece dei disegni accuratissimi di quelle poi le pubblicò nella sua opera *Monumental effigies*. Dopo questo furono fatte delle domande per trasportare quelle statue in Inghilterra, ma non sortirono buon successo sotto il regno di Luigi Filippo; ma quel Sovrano le fece portare nel Museo nazionale a Versailles ove rimasero fino al 1849. In quell'anno per cedere alle vivissime istanze fatte dalla popolazione dell'Anjou, furono riportate a Fontevrault. Sembra che nel 1863 fossero sempre in un edificio che appartiene alla prigione.

La figura di Enrico II è la prima effigie sepolcrale di un Re inglese. Matteo Paris racconta ch'ei fu sepolto in una foggia simile a quella che è rappresentata nella statua. Porta una veste di lino e sopravi la dalmatica e un lungo manto, retto con una fibbia sulla spalla destra; ha i guanti ingioiellati, gli stivali, gli sproni dorati, e una larga spada al fianco. Non ha barba.

Eleonora di Gujenna ha un abito, con la cintura a mezza vita, e un ampio manto, un soggolo le fascia il mento, e sopra ha un velo.

La statua di Riccardo I è simile a quella di Enrico II, tranne che il manto è affibbiato al collo. Probabilmente sono opera dello stesso scultore.

Isabella di Angoulême porta una specie di camiciola stretta da una fibbia, ha l'abito e il manto, il soggolo e il velo come Eleonora di Gujenna. Tutte le statue sono state dipinte e messe a oro; e le traccie tuttavia rimangono.

Rispetto al loro arrivo in Inghilterra è l'Abbazia di Westminster che ha più di ogni altra ragione di accoglierle. Colà riposerebbero insieme ai loro Augusti successori sotto le stesse volte. Molte ragioni ha anche Worcester. La opportunità di porre la effigie di Isabella di Angoulême nella cattedrale ove riposano le ossa e la effigie del suo primo marito non si può negare.

Sono, signore ecc.

Alberto Hartshorne.

— Allo stesso proposito il signor Beulé scrive al direttore del *Journal des Débats*:

Signore, nella Camera dei Comuni sono state fatte delle interpellanze intorno alle statue dei Plantageneti a Fontevrault. Il ministro Stanley ha risposto:

« La Camera ricorda che l'anno scorso questo argomento suscitò viva attenzione, e coloro che si occupano di cose di quel genere manifestarono un desiderio... Io non reputai conveniente che il Governo inglese chiedesse in dono quelle statue. Ma il governo francese ebbe notizia di quel desiderio, e l'imperatore Napoleone, con quella cortesia che ha sempre dimostrata quando si è trattato del nostro paese (*udite*) scrisse una lettera alla regina offrendo in dono le statue (*udite*). L'offerta fu accettata e quindi le statue saranno rimosse. »

Noi non possiamo dubitarne; v'è la promessa dell'Imperatore, il fatto è affermato da una dichiarazione officiale.

Dall'altro canto la opinione pubblica e il sentimento nazionale si sono energicamente manifestati. Non solo l'Anjou ha chiesto che i monumenti che gli sono cari gli siano conservati, ma tutte le società dotte dell'occidente si sono unite ad esso. A Parigi l'Accademia delle iscrizioni e belle lettere, la Società degli Antiquari di Francia, i diversi comitati che seggono al Ministero della istruzione pubblica e a quello delle belle arti hanno unanimemente protestato. Io oso affermare che nissuno in Francia differisce su questo argomento; il Consiglio di Stato, se venisse consultato, il Senato, se ricevesse una petizione, non potrebbero dire diversamente. Il diritto è formale, incontestabile, esso è stato dimostrato in uno scritto recente dato alle stampe da un avvocato di Angers.

Codesta unanimità legale offre all'Imperatore il mezzo più legittimo ed onorevole di sciogliersi rispetto all'Inghilterra perchè non vi ha paese ove meglio si comprenda il rispetto del diritto e la possanza dell'opinione. Se un sovrano inglese avesse donato alla Francia una serie di monumenti unici, che fossero proprietà dello Stato, la nazione inglese farebbe anch'essa appello al sovrano meglio informato, lo scioglierebbe dalla parola e direbbe che la legge va innanzi ad ogni promessa, e che un dono è nullo in materia inalienabile. L'Inghilterra anzi ci precorrerebbe, perchè mentre noi siamo disposti a rispettare il voto del Corpo legislativo, al di là della Manica si ricusa quella potestà allo stesso Parlamento. Posso allegarne la prova di fresca data.

Nel 1860 il Governo francese reclamava i diciassette cartolari della collezione Gaignières, che furono rubati alla Biblioteca reale sotto Luigi XV, venduti poi legati alla Biblioteca di Oxford. Il Governo inglese rispose che anche un voto del Parlamento non potrebbe fare alienare oggetti consegnati ad uno stabilimento pubblico in virtù di un testamento.

E così in virtù del testamento di Enrico II Plantageneto e di Riccardo Cuor di Leone i loro corpi furono portati nell'Angiò, le tombe loro furono messe nell'Abbazia di Fontevrault, e le statue furono scolpite da artisti francesi.

Se le statue di quei re angioini fossero trasportate in Inghilterra, la Casa di Savoja reclamerebbe subito le statue di Filiberto il Bello, di sua madre e della sua moglie che sono nella chiesa di Brou; la Casa d'Austria chiederebbe le statue dei duchi di Lorena che sono a Nancy. E siffatte domande sarebbero anche più naturali di quella della regina d'Inghilterra, che non ha nissun legame di parentela coi Plantageneti.

— Si scrive da Hong-Kong, 1° febbraio, al *Moniteur*:

Lunedì scorso arrivò nel nostro porto lo steamer *Azoff* della Società penisolare orientale: è diretto per Suez ed ha un carico di 400 tonnellate destinate alla Mostra universale di Parigi, alla quale si portano pure due segretari e due dei principali mercanti di Yeddo con un seguito numeroso.

Fra gli oggetti che verranno esposti si osserva una *casa da thè* nella quale la bibita orientale sarà somministrata secondo il costume giapponese da camerieri giapponesi fra i quali vi sono anche tre donne.

— Si legge nell'*Opinion Nationale*:

Si può ancora sperare che il dottore Livingstone non sia morto; almeno non si deve prestar fede agli indigeni che hanno raccontato l'assassinio del celebre viaggiatore.

Sir Roderik Marchison ha letto alla Società geografica una lettera nella quale si dichiara che questi indigeni non avendo prodotto nissuna prova della morte del dottore Livingstone, il cui corpo pretendono esser stato seppellito sotto i loro occhi, le loro asserzioni sembrano dubbie.

Potrebbe darsi che stanchi dal viaggio, o temendo uno scontro colle tribù selvaggie del lago Nyassa, essi abbiano abbandonato il loro padrone ed inventata la sua morte per dar conto del loro ritorno.

— Si legge nel *Nord* di Bruxelles:

Il Consiglio superiore di igiene ha nominato una Commissione di medici e di chimici per esaminare certi prodotti estremamente attivi per se stessi, che esistono in tutti i ginepri giovani, e che non si trovano nei ginepri vecchi.

Questi prodotti differiscono pienamente dall'alcool col quale sono stati sinora confusi.

Dalla loro energica influenza sul cervello e sul sistema nervoso dipenderebbero in gran parte la soverchia eccitazione, il furore e lo stupore provocati sì di frequente dall'uso eccessivo di questa bevanda quando è presa prima che sia matura.

— Si legge nel *Journal des haras* (di Pietroburgo) che, giusta i dati raccolti dalla Direzione generale delle mandrie, vi sono ogni anno in Russia 380 fiere di cavalli tenute in 193 differenti località: secondo un calcolo approssimativo vengono messi in vendita ogni anno 263,000 cavalli.

— Si legge nella *France*:

Ieri, 16, al Trocadero si diede una grande festa detta « Festa delle polveri » in onore dell'anniversario del principe imperiale.

I magazzini erano tutti imbandierati, le locomotive che servono al trasporto del materiale erano coperte di scudi nel cui mezzo si leggevano le parole: « Viva il principe imperiale » una schiera di operai correvano giulivi da una parte all'altra, e più di 10,000 persone aspettavano impazienti l'arrivo delle LL. MM. e del principe imperiale, che avevano promesso di venire.

Alle ore 3 1/2 le grida ripetute di « Viva l'Imperatore, viva l'Imperatrice, viva il Principe imperiale » annunziarono l'arrivo degli augusti visitatori.

Dato il segnale, 1,500 mine accese istantaneamente colla stessa scintilla elettrica fecero saltare in aria una quantità enorme di sassi e di terra cagionando una grande gioia fra gli astanti.

— Si legge nel *Courrier du Bas-Rhin*:

Vien dato in questo momento un nuovo impulso ai lavori nelle fabbriche d'armi di Mutzig, che, a quanto pare, prenderanno un grande sviluppo.

I giornali portano un avviso che invita gli operai ad indirizzarsi a quella fabbrica dove col 1° aprile prossimo troveranno quanto lavoro vorranno.

ELEZIONI POLITICHE.

(Votazione di ballottaggio del 17 marzo 1867)

Collegio di Torchiara — Eletto Mazziotti con voti 286.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Marsiglia, 20.

Scrivono da Atene in data del 14:

È arrivato il figlio di Garibaldi con 25 compagni. Il Comitato cretese ricusò la loro cooperazione dichiarando che sperava in uno scioglimento diplomatico.

Alla Camera dei deputati fu interpellato il Ministero circa i dispacci della Francia e dell'Inghilterra. Il Ministero dichiarò di avere risposto che esso rispetterebbe i trattati, come i Ministeri che lo precedettero, ma che gli era impossibile d'impedire l'invio di armi e munizioni che venisse fatto dai negozianti o per mezzo di contrabbando.

Scrivono da Costantinopoli in data del 13 che le trattative di Nubar pascià erano bene avviate. Il vicerè d'Egitto chiese alla Porta il governo di una parte delle coste dell'Arabia, obbligandosi a pagare un tributo.

Vienna, 20.

La *Nuova Stampa libera* assicura che Fuad pascià dichiarò essere impossibile di presentare al Sultano la proposta di cedere Candia alla Grecia.

La *Presse* dice che i trattati conchiusi tra la Prussia, la Baviera e il Baden erano ufficialmente conosciuti da lungo tempo, e che soltanto destò sorpresa la loro pubblicazione. Questo giornale soggiunge che l'Austria non protesterebbe se non nel caso di un'annessione degli Stati del Sud alla Confederazione del Nord, ma che innanzi agli attuali trattati si manterrà in riserva.

Parigi, 20.

Chiusura della Borsa di Parigi.

	19	20
Fondi francesi 3 %	69 02	69 —
Id. 4 1/2 %	97 50	98 —
Consolidati inglesi	91 1/4	91 1/4
Cons. ital. 5 %	53 90	53 80
Id. fine mese	53 82	53 85
Valori diversi.		
Azioni del Cred. mobil. francese	471	466
Id. italiano	—	290
Id. spagnuolo	278	282
Azioni str. ferr. *Vittorio Emanuele*	82	83
Id. Lombardo-venete	413	412
Id. Austriache	407	406
Id. Romane	86	88
Obbligazioni str. ferr. Romane	123	124
Id. prest. austriaco 1865	323	323
Id. in contanti	326	—

Nuova York, 20.

Viene smentita la voce che un forte distaccamento sia stato spedito verso la frontiera del Canadà per impedire un movimento dei Feniani.

Pietroborgo, 21.

L'*Invalido Russo*, parlando del discorso di Thiers, accenna alle disposizioni pacifiche del governo e del popolo russo. Dice che la politica della Russia non ha scopi di conquista o di minaccia verso la Turchia, ma l'eguaglianza dei Cristiani e dei Mussulmani.

Praga, 21.

Nelle elezioni del comune tutti gli antichi deputati furono eletti quasi ad unanimità.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO.

Firenze, 20 marzo 1867, ore 8 ant.

Un nuovo abbassamento e più forte dei giorni scorsi avvenne nel barometro del Nord, e soprattutto nelle stazioni dell'Adriatico; ad Ancona di 5 mm., di 6 a Rimini, di 7 a Venezia; a Bari, a Brindisi e Taranto s'abbassò pure di 4 in 5 mm. Invece a Palermo, a Catania, a Napoli e in Sardegna si è innalzato di 2 a 3 mm. Nel centro della Penisola è stazionario. Le pressioni sono molto sotto la normale, specialmente nel nord. Pioggia forte a Genova, Rimini, Ancona, Livorno e Porto Torres. Cielo coperto e nuvoloso. Mare agitato e forti i venti di libeccio, mezzogiorno e scirocco soprattutto nelle estremità della Penisola.

Nel centro dell'Europa, sulla Manica, in Ispagna il barometro è molto basso.

Qui il barometro è stazionario e tende ad alzarsi, e soffia sempre il sud-ovest anche nell'alto dell'atmosfera.

Continua la stagione da temporali e da pioggie con venti forti di scirocco e libeccio.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 20 marzo 1867.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72, 6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 744,5	mm 745,5	mm 745,8
Termometro centigrado	12,5	19,5	12,5
Umidità relativa	95,0	60,0	74,0
Stato del cielo	sereno e nuvoli	sereno e nuvoli	sereno e nuvoli
Vento direzione	SO	SO	SO
Vento forza	forte	quasi for.	debole

Temperatura { massima + 19,5 / minima + 10,5 } Pioggia nelle 24 ore mm. 22,5.

Minima nella notte del 21 marzo + 7,0.

TEATRO LA PERGOLA, ore 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Halevy: *L'Ebrea* — Ballo grande: *Fiammella*.

TEATRO PAGLIANO, ore 8 — Rappresentazione della grandiosa opera-ballo: *Faust*.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da Meynadier rappresenta: *La belle Hélène*.

TEATRO ALFIERI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da A. Salvini rappresenta: *Il pericolo — Il pusillanime*.

TEATRO GOLDONI, ore 8 — Rappresentazione della commedia in 2 atti: *La guerra senza cannoni* — Ballo: *I due Savoiardi* — Farsa in prosa e musica: *Funerali, canti e danze*.

TEATRO DELLE SERATE PARIGINE, piazza Manin, ore 8 — Rappresentazione di operette buffe, magia, spettri, ginnastica.

LISTINO OFFICIALE DELLA BORSA COMMERCIALE (Firenze, 21 Marzo 1867).

VALORI	Valore nominale	Contanti L	Contanti D	Fine corrente L	Fine corrente D	Nominale	Prezzi fatti	CAMBI	Giorni	L	D
Rendita Ital. 5% god. 1 gen. 67		56 60	56 55	» »	» »	» »	» »	Livorno	8		
Impr. naz. tutto pagato 5% Lib.		71 1/4	71 »	» »	» »	» »	» »	Detto	30		
» 3%		37 »	36 90	» »	» »	» »	» »	Detto	60		
Impr. Ferriere 5% god. 1 lugl. 66	840	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Roma	30		
Obb. del Tesoro 1849 »								Bologna	30		
5% p. 10	840	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Ancona	30		
Az. Banca Naz. Tosc. » ex coup.	1000	» »	» »	» »	» »	1395	» »	Napoli	30		
Dette Banca Nazionale								Milano	30		
nel Regno d'Italia » 1 gen. 67	1000	1525	1516	» »	» »	» »	» »	Genova	30		
Cassa di sconto Toscana in sott.	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Torino	30		
Banca di Cred. It. god.	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Venezia t. g.	30		
Az. del Cred. Mob. Ital.		» »	» »	» »	» »	» »	» »	Trieste	30		
Obblig. Tabacco 5% god.	1180	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Az. SS. FF. Romane »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Vienna	30		
Dette con prelaz. 5%								Detto	90		
(Ant. Cent. Toscane) »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Augusta	30		
Obblig. 5% delle sud. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Obb. 3% SS. FF. Rom. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Francoforte	30		
Az. ant. SS. FF. Liv. »	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Amsterdam	90		
Dette (ded. il suppl.) »	420	» »	» »	» »	» »	48 1/2	» »	Amburgo	90		
Obb. 3% delle sud. C D » 1 gen. 67	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Londra	30		
Dette »	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Obb. 5% SS. FF. Mar. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Parigi	30		
Dette (ded. il suppl.) »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Az. SS. FF. Merid. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Lione	90		
Obb. 3% delle dette. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Obb. d. 5% serie c. di 13	505	394 »	393 »	» »	» »	» »	» »	Marsiglia	90		
Dette in serie di 1 e 2 »	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Napoleoni d'oro		21 06	21 »
Dette serie non comp. »	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Impr. com. 5% obbl. »	500	70 »	69 1/2	» »	» »	» »	» »	Sconto Banca			
Detto in sottoscriz. »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto liberate »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto di Siena »	500	» »	» »	» »	» »	» »	»				
Motore Barsanti Matteucci.... 1ª serie »		» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto detto 2ª serie		» »	» »	» »	» »	» »	» »				
5% Ital. in picc. pezzi		» »	» »	» »	» »	57 1/2	[illegible]				
3% Idem Idem		» »	» »	» »	» »	38 »	[illegible]				

VALORI A PREMIO	Fine corrente Prezzo Lettera	Fine corrente Prezzo Denaro	Fine corrente Premio	Fine prossimo Prezzo Lettera	Fine prossimo Prezzo Denaro	Fine prossimo Premio
5% godimento 1° gennaio	» »	» »	» »	» »	» »	» »
3% » 1° settembre	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni Strade Ferrate Livornesi	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette Meridionali	» »	» »	» »	» »	» »	» »

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 0/0 56 60 fine corrente.

Il Vice sindaco M. Nunes-Vais.

Francesco Barberis, *gerente*.

PROVINCIA DI PARMA

DIREZIONE GENERALE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862 n° 793

AVVISO

di nuovo incanto a rischio e spese degli aggiudicatari inadempienti

(art. 12 citata legge e 82 del regolamento 14 settembre 1862, n° 812).

Si fa noto che alle ore dieci antimeridiane del giorno 6 del mese di aprile dell'anno 1867 nell'uffizio della Direzione demaniale di Parma si procederà col mezzo di pubblica gara a nuovo incanto a rischio e spese degli aggiudicatarii inadempienti per la vendita dello stabile demaniale descritto al n° 47 del quarto elenco pubblicato nel giornale degli annunzi ufficiali di questa provincia del giorno 1° dicembre 1863, n° 273, il quale elenco insieme ai relativi documenti trovasi depositato nell'uffizio della direzione demaniale predetta.

Lo stabile posto in vendita è descritto in quell'elenco come segue:

Comune di San Donato D'Enza e Cortile San Martino

VILLA DI VICOPÒ

Possessione detta San Paolo d'Ilarione (parte maggiore della proprietà dello stesso nome) intermediata dalla strada nazionale a Mantova; terreni arativi affilagnati d'alberi e viti, e prativi irrigatorii, con fabbricato colonico in parte ad uso civile e dipendenze rustiche.

Confina: a settentrione i beni dell'Angiola Rossi in Beccali, del conservatorio delle Giuseppine di Parma, del dottor Pietro Neva, e con quelli goduti dai monaci Benedettini di S. Giuliano;

A levante col podere demaniale detto di San Paolo o Loghetto (lotto n° 48), colla possessione demaniale detta Santa Maria Maddalena, colla strada comunale di Beneceto a Casaltone, e colla strada Nazionale di Mantova;

A meriggio colle ragioni del Collegio dei Teologhi, del benefizio parrocchiale di Vicopò e collo stradello privato del podere demaniale Merlo e di Santa Maria Maddalena (lotto n° 52);

A ponente collo stesso podere demaniale detto Merlo, coi beni dell'Angiola Rossi Beccali e del Conservatorio delle Giuseppine e colla strada di Mantova.

È distinta nel catasto coi seguenti numeri di mappa, cioè: 58 parte C, 72 parte B, 81 parte A, 82, 83, 83 *bis*, 84, 85, 86, 87, 87 *bis*, 88, 89, 90 sezione A del comune di San Donato, e coi numeri 158, 159, 160, 161, 162 sezione G del comune di Cortile San Martino, per l'estensione di ettari 29 26 74.

Questo stabile è stato stimato lire 59,198 80, delle quali 57,242 35 valore del fondo, e lire 1,956 45 valore delle scorte ed accessorii del fondo stesso.

L'asta sarà aperta sul prezzo di lire 59,599, pel quale la possessione medesima era già stata venduta agli aggiudicatari inadempienti le condizioni del contratto con processo verbale d'aggiudicazione del 2, e con atto formale di compra-vendita del 18 maggio 1864, amendue rogati dai notai demaniali D. Germano Alinovi, e D. Guglielmo Carraglia.

Le offerte in aumento non potranno essere minori di lire 200, e l'aggiudicazione sarà definitiva in favore dell'ultimo e migliore offerente senza che si faccia luogo a verun altro incanto.

Inoltre l'aggiudicazione potrà seguire a prezzo inferiore sia a quello risultante dal precedente incanto, sia a quello stabilito dall'amministrazione nel precitato elenco.

Il prezzo d'acquisto dovrà essere pagato in cinque eguali rate, l'una delle quali prima della stipulazione del contratto di compra e vendita, a cui l'acquirente sarà obbligato prestarsi entro quindici giorni dall'ottenuta aggiudicazione, e il pagamento delle altre rate si farà anticipatamente d'anno in anno coi frutti scalari nella ragione del 5 0[0]. In tali pagamenti saranno anche ricevuti titoli di rendita consolidata al prezzo legale di Borsa, giusta l'art. 68 del Regolamento per la vendita dei beni demaniali approvato col R. decreto 14 settembre 1862, n° 812.

All'acquirente sarà dato l'abbono del 7 per 0[0] sulle rate che da lui si anticipassero a saldo del prezzo entro quindici giorni dall'aggiudicazione, e l'abbono del 3 per 0[0] qualora anticipasse le rate successive entro due anni dalla aggiudicazione medesima.

Per essere ammessi all'asta gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'incanto, depositare nella Cassa del ricevitore demaniale di Parma in effettivo numerario, o in titoli del Debito pubblico (questi al corso di Borsa come sopra) o in buoni del Tesoro una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del fondo posto in vendita.

Gli atti relativi agl'incanti, alla vendita ed alle formalità richieste negli uffizi del censo e delle ipoteche rimarranno esenti da qualunque tassa proporzionale, e saranno sottoposti al solo diritto fisso di una lira italiana. Il pagamento di questo diritto e delle spese relative alla stipulazione del contratto, e delle copie dei documenti saranno a carico del nuovo aggiudicatario.

La vendita sarà inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel relativo Capitolato generale e speciale inserto nel citato processo verbale d'aggiudicazione del 2 maggio 1864, salve le modificazioni seguenti:

a) Lo stabile s'intende venduto nello stato in cui venne dagli aggiudicatari inadempienti riconsegnato all'Amministrazione del demanio col processo verbale compilato dall'ispettore demaniale in concorso degli aggiudicatarii stessi il 13 dicembre 1866, e così senza alcuna quantità di capitali vivi e morti, come trovasi affittato al signor Pomarelli Giovanni con atti Rondani D. Giovanni del 4 ottobre 1865 e col diminuito diritto d'irrigazione per due di quelle sei giornate continue ogni sedici delle acque del Cavo Naviglietta assegnate al lotto in circostanza della vendita seguita nel 1864, le quali due giornate d'irrigazione furono alienate mediante rogito Pavesi D. Vincenzo del 2 dicembre 1865.

b) L'acquirente è surrogato nei diritti, azioni ed obblighi compenti al Demanio venditore per tutto quanto ha riguardo all'affittamento dello stabile ed alla vendita della quota d'irrigazione disopra indicato.

Il capitolato generale e speciale, e l'elenco coi rispettivi documenti di cui sopra sono ostensibili nell'uffizio della Direzione demaniale summentovata, e sarà lecito a chiunque di prenderne lettura.

Parma, 13 marzo 1867.

805 I NOTAI DEMANIALI.

DOGANA DI FIRENZE

Volendo questa Dogana, ai sensi dell'articolo 18 del trattato coll'Inghilterra, valersi del diritto di preacquisto per una partita di pezze sei tessuti di lana detti *Melton* ed altre qualità, regolarmente periziati pel complessivo valore di lire novecento, si avverte che col giorno quattro aprile prossimo venturo ne avrà luogo la vendita per incanto nei locali della Dogana suddetta.

Dalla Direzione speciale, li 20 marzo 1867.

Il Direttore
Cesare Barbavara.

806

Estratto per inserzione.

Il signor Vincenzo Ferri, nella di lui qualità di amministratore dei beni della Mensa vescovile di Grosseto, ha fatto istanza al signor presidente del tribunale civile di detta città onde nomini un perito all'oggetto di stimare e fissare il prezzo sul quale dovrà aprirsi l'incanto per la vendita degli appresso fondi espropriati in danno del signor Domenico Luciani del fu Tommaso, possidente domiciliato alle Preselle presso Montorgiali, consistenti:

In diversi appezzamenti pascibili, seminabili, olivati e vitati, con casale annesso, di dominio diretto della Mensa vescovile di Grosseto, formanti parte delle Preselle poste in prossimità di Montorgiali, denominate Castellaccio, Diaccio di Vetta, Grade del Laguzzano, e Poggetto Tondo, e Grasceta di Giuliano, rappresentati all'estimo della comune di Scansano dalle particelle di n° 2, 90, 1, 3, 103, 5, 106 della sezione H', 72, 101, 132 della sezione K.

Fatto li 15 marzo 1867.

802 I. FERRINI, proc.

Estratto per inserzione.

Il signor Apollonio Ghio possidente domiciliato in Scansano ha fatto istanza all'ill.mo signor presidente del tribunale civile di Grosseto, onde nominare un perito per procedere alla stima degli appresso fondi di proprietà dei signori Bernardino e Filomena del fu Francesco Bartolommei possidenti residenti in Pistoia, consistenti:

1° Una casa in Castiglion della Pescaia, rappresentata all'estimo di detta comune dalle particelle di numero 269, 269ᴬ della sezione M;

2° Altra casa situata come sopra, rappresentata al detto estimo dalla particella di numero 271 di detta sezione M;

3° Altra casa situata come sopra, rappresentata al detto estimo dalle particelle di numero 301, 302 di detta sezione M;

4° Altra casa situata come sopra, rappresentata al detto estimo dalle particelle di numero 310ᴬ, 310ᴮ, 310, 311, 312 di detta sezione M;

5° Un tenimento di terre nel territorio di Castiglioni, rappresentato all'estimo di detto comune dalle particelle di num. 127, 128 della sezione N;

6° Altro tenimento con casetta nei pressi di Castiglioni, rappresentato all'estimo di detto comune dalle particelle di n° 131, 132 della sezione N.

Fatto li 16 marzo 1867.

803 I. FERRINI, proc.

Editto.

Si notifica col presente editto a tutti quelli che avervi possono interesse, che da questa regia pretura è stato decretato l'aprimento del concorso sopra tutte le sostanze mobili ovunque poste, e sulle immobili situate nelle provincie venete, di ragione di Domenico Rosa fu Paolo benestante di Cavarzere.

Perciò viene col presente avvertito chiunque credesse poter dimostrare qualche ragione od azione contro il detto Domenico Rosa ad insinuarla sino al giorno 27 febbraio 1867 inclusivo, in forma di una regolare petizione da prodursi a questa pretura in confronto dell'avvocato Leone dott. Clemencig colla sostituzione del signor Belloni Giovanni, deputato curatore nella massa concorsuale, dimostrando non solo la sussistenza della sua pretenzione, ma eziandio il diritto in forza di cui egli intende di essere graduato nell'una o nell'altra classe; e ciò tanto sicuramente, quantochè, in difetto, spirato che sia il suddetto termine, nessuno verrà più ascoltato, e li non insinuati verranno senza eccezione esclusi da tutta la sostanza soggetta al concorso, in quanto la medesima venisse esaurita dagli insinuatisi creditori, ancorchè loro competesse un diritto di proprietà o di pegno sopra un bene compreso nella massa.

Si eccitano inoltre li creditori, che nel preaccennato termine si saranno insinuati, a comparire il giorno 5 marzo 1867, alle ore 9 antimeridiane, dinanzi questa pretura nella Camera di commissione pretoriale per passare alla elezione di un amministratore stabile, o conferma dell'interinalmente nominato, e alla scelta della delegazione dei creditori, coll'avvertenza che i non comparsi si avranno per consenzienti alla pluralità dei comparsi, e non comparendo alcuno, l'amministratore e la delegazione saranno nominati da questa pretura a tutto pericolo dei creditori.

Ed il presente verrà affisso nei luoghi soliti ed inserito nei pubblici fogli.

Il pretore
Firmato: ZORZI.

Dalla regia pretura - Cavarzere, 17 dicembre 1866.

808 Firmato: FRANCESCONI, canc.

Avviso. 804

Per l'effetto dell'articolo 839 del Codice di procedura penale si fa noto che Giovenale Delponte, dimorante in Torino, ha presentato alla Corte di appello di Torino domanda di riabilitazione all'esercizio dei diritti civili.

Estratto.

Il sottoscritto cancelliere della regia pretura di Colle d'Elsa (Siena) fa noto che con decreto di detta pretura, oggi, 16, proferito sulle istanze di Marcantelli Giuseppe fu Paolo e di Viani Domenico, curatore dell'interdetta Sofia Quattrini, tutti domiciliati in Colle, ha dichiarato giacente l'eredità della fu Maddalena Tarciani di Colle ridetto, ed ha nominato in curatore del patrimonio relitto l'avvocato Oreste Vezzi di detta città.

Dalla cancelleria della regia pretura di Colle d'Elsa.

Li 16 marzo 1867.

801 Dott. ANGELO BACCIONI, canc.

Aggiunta di cognome.

Il conte avvocato Domenico Alessandro Schiary, di Torino, figlio della fu S. E. il conte presidente capo Gio. Battista, con decreto delli 20 prossimo passato gennaio è stato da S. M. autorizzato ad aggiungere al proprio cognome quello della di lui madre Giuseppina Riccardi, e ad usare per l'avvenire in tutti gli atti ed in ogni circostanza del cognome di Schiary-Riccardi. 800

Dichiarazione d'assenza.

Ad istanza di Fasana Giuseppe Andrea residente e domiciliato a Pont Canavese, ed al fine di ottenere dichiarata l'assenza di Fasana Francesco Zaverio fu Domenico, già domiciliato a Pont Canavese, il tribunale civile di Ivrea, con suo decreto 29 gennaio 1867, sulle conformi conclusioni del Pubblico Ministero mandava assumersi dal signore pretore di Pont Canavese a ciò delegato, e farsi le pubblicazioni ed inserzioni prescritte dall'articolo 23 Codice civile.

505 AVV. ROSCIO.

Decreto di adozione.

In nome di Vittorio Emanuele Secondo.

La Corte di appello del distretto di Palermo, sezione civile:

Veduta la domanda di adozione;

Veduti i documenti prodotti e l'atto di adozione consentito dalle parti nanti lo illustrissimo primo presidente di questa Corte nel dì 5 gennaio 1867;

Vedute le informazioni assunte dal Pubblico Ministero in esecuzione della deliberazione del dì 11 febbraio 1867;

Veduta la requisitoria del procuratore generale colla data d'oggi stesso;

Veduti gli articoli 216 e seguenti del Codice civile;

Sulla relazione del consigliere cav. Nobile all'uopo delegato; uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero:

Dichiara che si fa luogo all'adozione consentita dal barone Bernardo Cusani in persona del di lui nipote Francesco Cusani. Ordina che copia di questo decreto sia pubblicata ed affissa nei suddetti luoghi, cioè alla porta della sala d'udienza di questa Corte, alla porta del palazzo municipale di questa città, ed un'altra nella sala di udienza della pretura del mandamento Montepietà, nell'ambito del quale le parti sono domiciliate, e che fosse inoltre inserito nel giornale degli annunzi giudiziari del distretto, e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*. — Che nei due mesi successivi al decreto medesimo l'atto di adozione sia annotato in margini dell'atto di nascita dell'adottante nei registri dello stato civile ai termini dell'art 219 del Codice civile — Deliberato nella Camera di consiglio dai signori comm. Giuseppe Crescimanno, consigliere facente funzione di presidente, cav. Matteo Muratore, cav. Ignazio Abrignani, cav. Francesco Nobile, Gaspare Calvino, consiglieri.

Oggi, il primo marzo 1867.

Giuseppe Crescimanno
Giov. Batt. Saladino, vice canc.

Numero 5379, registrato in Palermo li 2 marzo 1867, lib. 4, n° 14, f. 8, tassa e decimo L. 11. Collotti.

Comandiamo a tutti gli uscieri che ne saranno richiesti ed a chiunque spetta, di mettere ad esecuzione la presente, al Ministero Pubblico di darvi assistenza, a tutti i comandanti ed ufficiali della forza pubblica di concorrervi con essa quando ne sono legalmente richiesti.

Fatta e spedita oggi li 11 marzo 1867. Per spedizione rilasciata al P. Cammillo Orlando, procuratore legale come sopra.

Il cancelliere: R. Anciello.

Per copia conforme fatta e spedita da me.

798 CAMMILLO ORLANDO.

Dichiarazione d'assenza.

Si deduce a pubblica notizia

Che il tribunale civile e correzionale di Borgotaro, dopo di avere con suo provvedimento del 27 marzo 1866 dichiarata ammissibile la domanda, da certa Cassinelli Giulia, di Santa Maria del Taro, non tanto nell'interesse proprio, che in quello del di lei figlio minorenne Giacomo Maggi, a mezzo del sottoscritto, promossa, al fine di far dichiarare l'assenza dell'altro di lei figlio Antonio-Fortunato Maggi, del fu Andrea di detta Villa, con sentenza proferita il 27 dicembre ultimo scorso, ha effettivamente dichiarato l'assenza medesima, e ciò per tutti i conseguenti effetti di legge.

Borgotaro li 16 febbraio 1867.

508 G. BADUINI, causid.

LA PREVIDENZA

Società di mutua assicurazione contro i danni della mortalità del bestiame

approvata con Regio decreto 8 *ottobre* 1863, *n°* 936.

AVVISO.

Il Consiglio Generale della Società di Mutua Assicurazione contro i danni della mortalità del bestiame, denominata La Previdenza, è convocato nel locale della Direzione, via Verziere 4, pel giorno 30 marzo corrente anno, alle 12 meridiane, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1° Comunicazione del bilancio sociale per l'anno 1866.

2° Proposta di radicali modificazioni allo Statuto.

Milano, il 2 marzo 1867.

636 Il Consiglio d'Amministrazione.

Citazione per proclami pubblici

autorizzata dal Regio tribunale civile e correzionale di Forlì con ordinanza 14 marzo 1867, *a senso e per gli effetti degli articoli* 146 *e* 152 *del Codice di procedura civile.*

Regio tribunale civile e correzionale di Forlì.

Ad istanza di Domenico Muratori del fu Giovanni, possidente dimorante a Meldola, rappresentato dall'avvocato Antonio Zaffili procuratore, con mandato 6 agosto 1866, a'rogiti Ricci di Meldola, e presso il quale avvocato Zaffili per gli effetti dell'atto presente e successivi ha eletto ed elegge lo speciale domicilio nella piazza di Sant'Agostino, al civico n° 920.

Si citano:

Leandro Benini domiciliato a Bertinoro, debitore espropriato - Francesco e Tommaso Fava, domiciliati a Forlimpopoli - Andrea Pettini - Virginio Cerotti - Leandro Zamboni - Antonio Scajoli - Francesco Morandi - Pellegrino Casamurata - Giovanni Silvagni - avv. Giuseppe Lolli - Napoleone Gazzoni - Maria Cantarelli vedova Gazzoni - Monaci Camaldolesi di Forlì e per essi il Regio demanio - Fabbrica di Santa Croce in Forlì e per essa il canonico camerlengo don Pellegrino Dall'Aste, domiciliato in Forlì - Giuseppe Lacchini, tutti domiciliati in Forlì - Camera Apostolica pei beni ecclesiastici e camerali, ora Regio demanio, presso il ricevitore del Registro in Forlì - Giovan Battista cavalier Montani di Pesaro, domiciliato per elezione in Forlì presso Vincenzo Ravajoli - contessa Margherita Montani, domiciliata per elezione a Cesena presso il dottor Francesco Turchi - conte Carlo Montani, domiciliato come sopra - Compagnia del Santissimo di Farneto, domiciliata per elezione in Forlì presso Vincenzo Borgognoni - Domenico e Amato Ferri, e Cleofe Benini, domiciliati in Forlì presso il dottor Giuseppe Veggiani - Giuseppe Bezzi per la eredità di Aurelio Pizzi, domiciliato a Cesena - Ospedale di Forlimpopoli come erede Sallaghi, e per esso il presidente della Congregazione di carità - canonico dottor Pellegrino Fantini, domiciliato a Bertinoro - Giovanni Valpondi, domiciliato a Bertinoro - Capitolo della cattedrale di Bertinoro e per esso il canonico camarlengo don Massimiliano Bratti, domiciliato a Bertinoro - avv. Pietro Bondi di Forlì - dottor Domenico Bianchedi, come curatore della giacente eredità dell'avvocato Pietro Bondi di Forlì - Domenica Rosetti vedova Cerotti - D. Amilcare Cerotti, tutti domiciliati in Forlì - Pietro, Ercole, Carlo, Leopoldo, Francesco, Vincenzo e Dorotea Fantini domiciliati a Bertinoro:

A comparire avanti l'eccellentissimo sig. presidente del sullodato tribunale nel giorno di giovedì 18 aprile p. v., a ore dodici meridiane, all'effetto di sentirsi, a senso dell'art. 557 del Codice di procedura civile, concedere al signor cancelliere del tribunale medesimo l'autorizzazione di rilasciare all'Istante una nuova copia in forma esecutiva della sentenza pronunciata fra le parti dal cessato tribunale civile e criminale di Forlì nel giorno diciotto agosto 1857, in punto di graduazione, essendo necessario per procedere alla cancellazione delle ipoteche a termini della sentenza medesima, che l'istante venga messo in possesso dell'ordine esecutorio in nome di Sua Maestà il Re, per presentarlo in un col titolo esecutivo al signor conservatore; e sulle premesse cose farsi l'opportuna ordinanza; rifuse le spese, salvo, ecc.

Si presenteranno all'eccellentissimo sig. presidente e si offrono in visione e comunicazione il suenunciato mandato di procura a'rogiti Ricci, e la copia esecutiva di detta sentenza, rilasciata a metodo pontificio, non che il certificato di non interposto appello dalla medesima, salvo, ecc.

799 ANT. AVV. ZOFFILI, proc.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA, via Castellaccio.